



**PRÉFÈTE
DE LA HAUTE-MARNE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement
Grand Est**

Unité Départementale Aube - Haute-Marne

Chaumont, le 11 avril 2025

Nos réf. : SHM/NC/MI n° 25 - 106

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 14/02/2025

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

FOCAST

Chemin du Closot
52100 SAINT-DIZIER

Code AIOT : 0005702454

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 14 février 2025 dans l'établissement FOCAST implanté Chemin du Closot - 52100 SAINT-DIZIER. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite est réalisée dans le cadre de l'instruction du porter-à-connaissance du 02/11/2022.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- FOCAST
- Chemin du Closot - 52100 SAINT-DIZIER
- Code AIOT : 0005702454
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

Le site FOCAST implanté à SAINT-DIZIER est une fonderie spécialisée dans la production de pièces en fonte grise à graphite lamellaire pour le secteur de l'énergie et du sanitaire (chauffage, adduction...), les engins de travaux publics et les machines agricoles.

L'installation est autorisée sous couvert de l'arrêté préfectoral n°650 du 11 janvier 2007 modifié.

Thèmes de l'inspection :

- Air
- IED-MTD

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame la Préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Porter-à-connaissance	Code de l'environnement du 24/03/2025, article R.181-6	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant a porté à la connaissance de Madame la Préfète de la Haute-Marne les modifications de ses installations. Celles-ci sont instruites en parties 3 et 4 du présent rapport.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Porter-à-connaissance

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 24/03/2025, article R.181-6
Thème(s) : Autre, Suivi des installations
Prescription contrôlée : II. - Toute autre modification notable apportée aux activités, installations, ouvrages et travaux autorisés, à leurs modalités d'exploitation ou de mise en œuvre ainsi qu'aux autres équipements, installations et activités mentionnés au dernier alinéa de l'article L. 181-1 inclus dans l'autorisation doit être portée à la connaissance du préfet, avant sa réalisation, par le bénéficiaire de l'autorisation avec tous les éléments d'appréciation.
Constats : Par courrier du 02 novembre 2022, l'exploitant a porté à la connaissance de l'Administration diverses modification de son site. Ce porter-à-connaissance concerne notamment : - la mise à jour du classement du site vis-à-vis des rubrique ICPE ; - la modification des rejets dans l'air. Suite à la présente visite d'inspection, l'exploitant a déposé un nouveau porter-à-connaissance le 21 février 2025, venant compléter et mettre à jour les informations présentées en 2022. Ces documents de porter-à-connaissance sont instruits en parties 3 et 4 du présent rapport.
Type de suites proposées : Sans suite

3) Instruction du porter-à-connaissance du 02/11/2022

3-1) Description du projet

3-1-1) Évolutions du process, des activités du site et des classements ICPE associés

Dans son porter-à-connaissance, l'exploitant fait état des modifications des rubriques applicables à son site suivantes :

N°	Rubrique	Quantités autorisées	Nouvelles quantités	Ancien régime	Nouveau régime
2940-1	Vernis, peinture, apprêt, colle, enduit, etc. (application, revêtement, laquage, stratification, imprégnation, cuisson, séchage de) [...] 1. Lorsque les produits mis en œuvre sont à base de liquides et lorsque l'application est faite par un procédé « au trempé » (y compris l'électrophorèse), la quantité maximale de produits susceptible d'être présente dans l'installation étant : a) Supérieure à 1000 litres (E)	Peinture au trempé : 10 000 L	Peinture au trempé : 10 000 L	A	E
4441	Liquides combustibles catégorie 1, 2 ou 3. La quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant : 2. Supérieure ou égale à 2 t mais inférieure à 50 t (D)	5 kg	15 t	NC	D

Lors de la visite d'inspection, l'exploitant déclare ne pas comprendre l'origine de la modification concernant la rubrique 4441 déclarée en 2022. Le porter-à-connaissance du 02 novembre 2025 revient sur cette modification, qui ne fait donc pas l'objet d'une instruction dans le cas présent.

Dans son porter-à-connaissance, l'exploitant déclare par ailleurs :

- le rajout d'une nouvelle machine à noyauter (SPC50 d'une puissance de 50 kW) ;
- l'installation de 2 nouveaux robots d'ébarbage.

3-1-2) Évolutions des rejets dans l'air

De nombreuses modifications impactant les rejets dans l'air du site ont été présentées par l'exploitant. Ces modifications sont notamment dues aux ajouts de nouvelles machines dans le process (voir point précédent), ainsi qu'à la mise en place d'un nouveau filtre (DISA) auquel ont été raccordés les rejets de la sablerie du site.

La liste des émissaires, leurs caractéristiques et les installations raccordées à ces derniers ont ainsi été mises à jour. Les modifications de ces émissaires sont synthétisées dans le tableau ci-dessous :

Situation avant modifications			Situation après porter-à-connaissance du 02/11/22	
N°conduit	Installations raccordées	Débit nominal (Nm ³ /h)	Installations raccordées	Débit nominal (Nm ³ /h)
1	Sablerie	91000	Décochage	91000
3	Machines à noyauter : SPC20, SPC30, SPR30	31200	Machines à noyauter : SPC20, SPC30, SPR30 et SPC50	31200
5	Machines à noyauter OSBORN n°1 et VOGEL 6C	6800	Machine à noyauter : VOGEL 6C	6800
6	Inexistant		Machine à tirer les noyaux : H200	25000
13	Coulée, décochage, zone de refroidissement moules	188600	Coulée, zone de refroidissement moules	188600
	Machine à tirer les noyaux : H200			
17	Procédé Ashland	25000	Machine à noyauter OSBORN n°1	6000
18	Inexistant		Sablerie (BMD)	110000

Sur la base des valeurs limites d'émissions imposées aux émissaires existants en termes de concentrations, l'exploitant a proposé de ré-encadrer l'ensemble des rejets de l'installation.

Les valeurs proposées se basent sur les principes suivants :

- Concernant les concentrations des rejets, afin d'attribuer une valeur limite aux rejets de chaque étape du process (certains émissaires avec une unique valeur limite par polluant mélangeaient auparavant les rejets de différentes étapes), l'exploitant a attribué à chaque étape les VLE de l'ancien émissaire associé. Ceci lui a permis de déterminer les VLE applicables à chaque nouvel émissaire en reprenant celles des étapes de process associées.
- Une exception concerne l'émissaire n°16, pour lequel l'exploitant a proposé exceptionnellement des VLE pour des rejets en poussières et en SO₂. Aucune valeur limite n'étant renseignée auparavant pour cet émissaire, le rejet de ces substances y était par principe interdit.
- Pour calculer les nouveaux flux proposés, l'exploitant a basé son raisonnement sur le produit des concentrations retenues avec les nouvelles capacités d'aspiration du site (en augmentation du fait de l'ajout de nouveaux émissaires).

L'exploitant déclare par ailleurs dans son porter-à-connaissance la modification du système de suivi des poussières aux cheminées. L'arrêté préfectoral du 11/01/2007 impose pour ce suivi l'utilisation d'opacimètres. L'exploitant a remplacé ces appareils par des sondes triboélectriques.

3-2) Analyse réglementaire de la modification

Pour déterminer si les aménagements projetés constituent une modification substantielle des conditions d'exploitation ou non, il convient d'étudier les dispositions de l'article R. 181-46 du code de l'environnement :

« I. – Est regardée comme substantielle, au sens de l'article L. 181-14, la modification apportée à des activités, installations, ouvrages et travaux soumis à autorisation environnementale qui :

- 1. En constitue une extension devant faire l'objet d'une nouvelle évaluation environnementale en application du II de l'article R. 122-2 ;*
- 2. Ou atteint des seuils quantitatifs et des critères fixés par arrêté du ministre chargé de l'environnement (abrogé) ;*
- 3. Ou est de nature à entraîner des dangers et inconvénients significatifs pour les intérêts mentionnés à l'article L. 181-3.*

La délivrance d'une nouvelle autorisation environnementale est soumise aux mêmes formalités que l'autorisation initiale. »

Le projet ne rentre pas dans le cadre de l'un des points prévu à l'annexe à l'article R.122-2 du code de l'environnement. Il n'est donc pas soumis à évaluation environnementale systématique et ne doit pas non plus faire l'objet d'un examen au cas par cas conformément à l'article R.122-2.I du code de l'environnement.

Il est par conséquent nécessaire de juger le caractère substantiel du projet sur la base du point 3 de l'article R.512-46-I du code de l'environnement, en cohérence avec les orientations de la note du 20 décembre 2021 de la Direction Générale de la Prévention des Risques (DGPR) relative aux modifications des Installations Classées pour la Protection de l'Environnement (ICPE).

3-3) Analyse des impacts de la modification

3-3-1) Évolutions du process, des activités du site et des classements ICPE associés

L'évolution pointée par l'exploitant concernant la rubrique 2940 est due à une évolution des seuils de la nomenclature des ICPE (autorisation vers enregistrement) et non à une modification des installations. Elle n'est donc pas de nature à entraîner des dangers et inconvénients significatifs pour les intérêts mentionnés à l'article L. 181-3.

Lors de la visite, l'inspection des installations classées n'identifie pas d'enjeux autres que ceux liés aux rejets atmosphériques concernant la mise en place des nouveaux équipements décrits dans le porter-à-connaissance (machine à noyauter SPC50 et nouveaux robots d'ébarbage). La mise en place de ces équipements intervient dans le cadre d'un plan d'investissement plus global visant à moderniser les équipements de production du site.

3-3-2) Évolutions des rejets dans l'air

Concernant les rejets atmosphériques, pour rappel, la réglementation autour des rejets atmosphériques (en particulier celle inscrite au sein de l'arrêté ministériel du 02/02/1998) s'articule autour des principes suivants :

- réduction des émissions aussi bas que raisonnablement possible ;
- vérification de la compatibilité sanitaire des rejets résiduels avec l'environnement du site.

La mise en place du filtre DISA au niveau de la sablerie s'inscrit dans le cadre du principe de réduction des pollutions émises. Il est toutefois noté que la filtration des rejets de la sablerie était déjà existante lorsque l'exploitant renvoyait les rejets associés à l'émissaire n°1, déjà équipé de filtre à manche.

Par ailleurs, l'inspection des installations classées note que la réorganisation des émissaires est de nature à permettre un suivi plus fin des rejets associés à chaque étape du process (isolement des rejets associés au décochage, aux machine à noyauter VOGEL60 et OSBORN1). Toutefois, de manière globale, la stratégie d'encadrement proposée par l'exploitant le conduit à augmenter les valeurs limite émises par ses installations (du fait de la prise en compte de capacité d'aspiration augmentée dans le calcul des flux émis). Ainsi, selon le porter-à-connaissance, ce raisonnement induit les modifications de rejets par type de polluant suivant :

Quantité maximale rejetée	Flux canalisés totaux réglementés par l'AP du 28 décembre 2018		Flux canalisés totaux actuels		Evolution des flux
Flux	kg/h	t/an	kg/h	t/an	%
Poussières	8,56	54,78	9,95	38,83	- 29,1%
SO ₂	7,14	45,5	10,33	29,91	- 34,3%
NO _x en équivalent NO ₂	6,2	40,5	6,2	34,07	- 15,9%
CO	/	/	/	/	/
COVNM	41,2	266,8	54,01	178,51	- 33,1%
Si présence COV R40 halogénés	3,7 kg	23,3	9,43	30,28	+ 30%
Si présence COV R45, 46, 49, 60, 61	0,369	2,3	0,982	3,25	+ 41,3%
COV annexe IV dont benzène	1,9	12,6	2,9	8,02	- 36,3%
COV annexe III dont phénols	2,45	15,6	3,92	11,72	- 24,9%
Flux	g/h	kg/an	g/h	kg/an	%
Cd + Hg + Tl	4,6	30,4	4,9	16,94	- 44,3%
Cd + Hg + Tl par métal	2,45	15,2	2,5	8,61	- 43,4%
As + Se + Te	23,8	66,5	24,88	85,99	+ 29,3%
Pb	4,4	30,5	4,9	16,94	- 44,5%
Sb + Cr + Co + Cu + Sn + Mn + Ni + V + Zn	238	927,6	248,3	858,51	- 7,5%

Si de nombreux flux totaux annuels sont effectivement en baisse, l'inspection des installations constate que cela est dû à la prise en considération dans les calculs d'un temps de fonctionnement du site inférieur à celui utilisé dans l'encadrement d'origine. Ceci conduit à baisser les flux annuels alors que les flux journaliers sont en augmentation.

Dans cette ligne d'idée, il apparaît pertinent d'accorder à l'exploitant des valeurs limites d'émission pour les paramètres poussières et SO₂ concernant l'exutoire n°16, qui canalise pour rappel les émissions du bac de trempage.

Concernant le changement de sondes de mesures des poussières, il est noté que l'exploitant déclare dans son porter-à-connaissance que les nouvelles sont plus faciles à installer et étalonner, et très fiables.

3-4) Conclusions

3-4-1) Évolutions du process, des activités du site et des classements ICPE associés

Concernant l'évolution de classement au titre de la rubrique 2940, il apparaît que la modification présentée par l'exploitant n'est pas substantielle. Elle nécessite cependant une mise à jour du tableau des rubriques ICPE autorisées au sein des installations. Un projet d'arrêté préfectoral complémentaire est donc joint au présent rapport. Il est rappelé à l'exploitant que les prescriptions s'appliquant aux installations concernées par cette rubrique 2940 sont celles de l'arrêté ministériel de prescriptions générales associé à cette rubrique, sous réserve de celles figurant dans l'arrêté préfectoral d'autorisation du site.

Par ailleurs, l'inspection des installations classées considère comme non-substantielles les modifications engendrées par la mise en place des nouveaux équipements décrits dans le porter-à-connaissance (machine à noyauter SPC50 et nouveaux robots d'ébarbage).

3-4-2) Évolutions des rejets dans l'air

Il est proposé à Madame la Préfète de la Haute-Marne d'autoriser l'ajout du filtre DISA au niveau de la sablerie et d'autoriser les modifications des stratégies de captations des rejets présentées.

Concernant les valeurs limites d'émission associées aux rejets, l'inspection des installations classées propose d'autres valeurs à l'exploitant, basées sur les principes suivants :

- les valeurs limites en concentration et flux horaires des émissaires n'ayant pas subi de modification sont conservées, à l'exception des polluants mentionnés au point 4 ci-dessous. A noter qu'un flux horaire en SO₂ pour l'émissaire 12 (four), non encadré, a été rajouté sur la base des analyses de l'exploitant ;
- pour les concentrations et flux horaires des émissaires ayant fait l'objet de modifications, des nouvelles valeurs limites basées sur les derniers résultats d'auto-surveillance sont proposées, en prenant les résultats les plus élevés observés entre 2021 et 2025 parmi les analyses réalisées par un organisme extérieur, arrondis par excès (à l'exception des valeurs exceptionnellement élevées non retenues en conséquence).
- pour le cas particulier de l'émissaire n°5 (présentant historiquement un raccordement au noyauteuses VOGEL60 et OSBORN1), à défaut de mesures récentes (l'unique machine dorénavant raccordée VOGEL60 étant à l'arrêt pour le moment), les VLE historiques ont été divisées par 2 afin de prendre en compte le déplacement de la machine OSBORN1. De même, pour les NO_x rejetés à l'émissaire n°10, qui n'ont pas été mesurés récemment, les valeurs retenues ont été reprises des prescriptions de 2018 ;
- pour l'ensemble des émissaires, pour le cas spécifique des rejets de COV R40 halogénés, à défaut d'un suivi spécifique réalisé par l'exploitant pour de polluants associés, l'inspection des installations classées considère qu'ils ne sont pas rejetés : aucune valeur limite ne leur est donc associée, ce qui sous-entend que leur rejet est dorénavant interdit. De même, la seule substance identifiée par l'exploitant appartenant à l'annexe IV de l'arrêté ministériel du 02/02/1998 ou comme présentant des phrases de risque R45, 46, 49, 60 ou 61 est le benzène. Les encadrements initiaux de ces familles de substances sont donc remplacés au profit d'un encadrement spécifique au benzène, se basant sur :

- * les analyses de l'exploitant ;

- * ou sur des valeurs réduites (émissaires n°1 et 13), en cohérence avec les concentrations fixées à l'arrêté ministériel susvisé. Le cas échéant, les flux horaires ont été déterminés en corrigeant les flux mesurés proportionnellement aux évolutions de concentration imposées ;

- les flux journaliers de l'ensemble des émissaires sont réévalués sur la base des flux horaires, en tenant compte d'un fonctionnement sur 24h, avec une réduction forfaitaire de 15 % ;

- les flux annuels de l'ensemble des émissaires sont réévalués sur la base du flux journalier, en tenant compte de 49 semaines de fonctionnement, à 5,5 jours par semaine, avec une réduction forfaitaire de 15 %.

De manière globale, il est noté qu'en sommant les flux ainsi obtenus pour chaque nouvel émissaire par ancien regroupement de rejets, la démarche ci-dessus n'engendre pas de flux supérieurs à ceux

autorisés initialement. Certaines valeurs annuelles sont toutefois supérieures à celles prises en compte dans la réévaluation de l'étude sanitaire transmise par l'exploitant dans son porter-à-connaissance, tout en restant inférieures à celles initialement autorisées (et s'appuyant également sur une étude d'impact).

Concernant l'usage des sondes triboélectriques, il est proposé d'acter la modification proposée par l'exploitant.

Il est noté que les fréquences d'autosurveillance des nouveaux émissaires sont adaptées dans l'APC afin d'assurer le même suivi des rejets atmosphériques par étape du process. Seul le suivi du SO₂ n'est plus demandé pour le nouvel émissaire associé au décochage (n°1). En effet, ce polluant est principalement produit lors de phases de combustion. Avoir isolé les rejets du décochage des rejets de la coulée permet donc de s'affranchir de son suivi.

L'inspection des installations classées rappelle par ailleurs qu'une mise à jour globale du référentiel réglementaire des rejets atmosphériques des fonderies est en cours à l'échelle du département. Il est ainsi probable que le référentiel réglementaire proposé évolue en vue de mettre les installations en conformité avec les nouvelles réglementations européennes (directive IED). Dans ce cadre, il est demandé à l'exploitant de mettre à jour son étude sanitaire sous un délai de 1 an. Par ailleurs, dans la mesure où l'exploitant déclare présenter de fortes disparités en terme de production d'une année sur l'autre, il pourra être envisagé de modifier l'encadrement concernant le flux annuel au bénéfice d'un encadrement sur le flux spécifique.

4) Porter-à-connaissance du 21/02/2025

4-1) Description du projet

4-1-1) Évolutions des activités du site et des classements ICPE associés

Dans son porter-à-connaissance, l'exploitant fait état des modifications des rubriques applicables à son site suivantes :

- cessation d'activité partielle de la rubrique n°1450 (stockage de solides inflammables à déclaration). L'exploitant déclare avoir cessé l'utilisation d'aluminium et de magnésium en poudre (pour la nodularisation) au profit de l'utilisation de fil fourré ;
- suppression de la rubrique 4441 (stockage de comburant) pour laquelle l'exploitant était autorisé à stocker une quantité de 15 kg (régime non classé). L'exploitant déclare ne pas stocker de comburant sur son site (erreur dans le porter-à-connaissance de 2022) ;
- suppression de la rubrique 4718 (stockage de gaz inflammable) pour laquelle l'exploitant était autorisé à stocker une quantité 60 kg de propane (régime non classé). L'exploitant déclare ne pas stocker de propane sur son site ;
- évolution des rubriques suivantes :

N°	Rubrique	Quantités autorisées	Nouvelles quantités	Ancien régime	Nouveau régime
2910-A	Combustion A. Lorsque sont consommés exclusivement, seuls ou en mélange, du gaz naturel, des gaz de pétrole liquéfiés, du biométhane, du fioul domestique du charbon, des fiouls lourds, de la biomasse telle que définie au a) ou au b) i) ou au b) iv) de la définition de la biomasse, des produits connexes de scierie et des chutes du travail mécanique de bois brut relevant du b) v) de la définition de la biomasse, de la biomasse issue de déchets au sens de l'article L. 541-4-3 du code de l'environnement, ou du biogaz provenant d'installations classées sous la rubrique 2781-1, si la puissance thermique nominale totale de l'installation de combustion est : 2. Supérieure ou égale à 1 MW, mais inférieure à 20 MW.	6,3 MW	4,9 MW	DC	DC
4511	Dangereux pour l'environnement aquatique de catégorie chronique 2. La quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant inférieure à 100 t.	20 kg	5 t	NC	NC

L'exploitant déclare par ailleurs :

- le changement futur en 2025 de la machine à mouler ;
- la refonte de la ligne de refroidissement en août 2024 à des fins d'anticipation d'évolutions de process ;
- l'ajout d'un 3^{ème} robot d'ébarbage en août 2024 ;
- l'installation de 2 noyauteuses EUROMAC, dont la vocation à terme est le remplacement des noyauteuses OSBORN en place, qui présentent une capacité de production équivalente ;
- le changement de l'étuve OSBORN en faveur d'une étuve COMEX.

4-1-2) Évolutions du process et des rejets dans l'air

L'exploitant déclare avoir remplacé le filtre cyclone associé aux cabines d'ébarbage (rejet n°15) par un filtre à manche de type DISA en 2023. Il indique également que les robots d'ébarbage sont connectés aux rejets de la grenailleuse (rejet n°14).

Les différents changements présentés conduisent aux modifications d'exutoires suivantes :

Situation après porter-à-connaissance du 02/11/22			Situation après porter-à-connaissance du 21/02/25	
N°conduit	Installations raccordées	Débit nominal (Nm ³ /h)	Installations raccordées	Débit nominal (Nm ³ /h)
2	Machine à noyauter OSBORN N°2	6300	Supprimé	
2 bis	Inexistant		2 x machines à noyauter EUROMAC	17000
10	Etuve : OSBORN	8200	Etuve : COMEX	8200
17	Machine à noyauter OSBORN n°1	6000	Supprimé	

4-2) Analyse réglementaire de la modification

Comme pour le porter-à-connaissance du 02/11/2022, le caractère substantiel des modifications est regardé au regard des dispositions de l'article R. 181-46 du code de l'environnement.

Comme pour les modifications présentées au sein de ce dernier porter-à-connaissance, le projet n'est ni soumis à évaluation environnementale systématique ni à examen au cas par cas. Il doit être étudié au regard du point 3 de l'article R.512-46-I du code de l'environnement.

4-3) Analyse des impacts de la modification

4-3-1) Évolutions des activités du site et des classements ICPE associés

Les modifications de rubriques présentées appellent les remarques suivantes :

- la suppression des activités pour lesquelles l'exploitant demeurerait sous le seuil de classement au régime ICPE (rubriques 4441 et 4718) est de nature à réduire les risques associés au site. Du fait de l'absence de classement, aucune procédure de cessation d'activité n'est nécessaire pour ces suppressions ;
- de même, la suppression de l'activité de stockage de solides inflammables (rubrique 1450), pour laquelle l'exploitant était classé à déclaration, est de nature à réduire les risques associés au site. Du fait du classement de l'exploitant au régime de la déclaration pour cette activité, cette suppression correspond à une cessation d'activité partielle. L'inspection des installations classées note toutefois que cette suppression n'est pas associée à l'arrêt de l'exploitation de tout ou d'une partie du site. Les étapes de mise en sécurité et de réhabilitation exigibles dans une procédure de cessation d'activité ne sont pas conséquent pas envisageables dans le cas présent ;
- la modification de la rubrique combustion (2910) déclarée par l'exploitant va dans le sens d'une baisse de la puissance exploitée. Cette modification implique donc une réduction des impacts associés à cette activité ;
- concernant l'augmentation des quantités stockées de produits dangereux pour l'environnement aquatique de catégorie chronique 2 (rubrique 4511), l'exploitant demeure sous le seuil de la déclaration. Celui-ci déclare par ailleurs réaliser ses stockages sur rétention.

Concernant les modifications de process, l'inspection des installations classées note qu'à l'exception de l'ajout du robot d'ébarbage, les éléments présentés correspondent à des remplacement et des évolutions de machines déjà autorisées. Pour ces remplacements et

évolutions, l'inspection des installations classées n'identifie pas de modification particulière des risques encadrés autrefois.

Concernant l'ajout du robot d'ébarbage, la visite d'inspection permet de constater que la modification est réalisée au sein de la zone de process du site. Aucun enjeu particulier n'a été mis en avant par l'exploitant concernant l'ajout de cette machine. L'inspection des installations classées note seulement qu'elle est de nature à augmenter les flux de polluants rejetés au niveau de l'émissaire associé (poussières en particulier). Toutefois, l'exploitant n'a pas sollicité de modifications des valeurs limites de rejets associé à cet émissaire. Il appartient donc à l'exploitant d'adapter son activité ou ses stratégies de traitement pour que cette modification n'engendre pas une augmentation non-autorisée des polluants rejetés à cet émissaire.

4-3-2) Évolutions du process et des rejets dans l'air

Les évolutions présentées en termes de stratégie de captation reviennent à diriger vers un nouvel émissaire les rejets associés aux anciennes noyauteuses OSBORN. Dans la mesure où les deux nouvelles machines installées en remplacement (EUROMAC) seront similaires et présenteront donc les mêmes caractéristiques de rejets, cette modification apparaît pertinente à l'inspection des installations classées, dans une démarche réglementaire de réduction maximale du nombre d'émissaires.

Cette modification entraîne toutefois la nécessité de réévaluer les valeurs limites d'émission associées à ce nouvel émissaire.

4-4) Conclusions

Après instruction, il apparaît que les modifications demandées par l'exploitant ne sont pas substantielles. Elles nécessitent cependant une mise à jour du référentiel réglementaire applicable aux installations, en particulier concernant les rejets atmosphériques.

Pour la modification d'étuve, il est proposé d'encadrer les rejets en suivant la même stratégie d'encadrement que celle proposée en partie 3-4-2 du présent rapport.

Pour la mise en place des machines EUROMAC, à défaut de mesures des rejets réels suite à leur installation, il est proposé, sur la base des résultats déterminés suite au précédent porter-à-connaissance pour la noyauteuses OSBORN 1 :

- de déterminer la concentration de rejet en corrigeant celle de la noyauteuse OSBORN proportionnellement au débit nominal d'aspiration ;
- pour les flux, de multiplier par 2 ceux de la noyauteuse OSBORN.

L'idée de se baser sur les rejets de la noyauteuse OSBORN 1 vient du fait qu'elle présente les flux rejetés globalement les plus faibles par les deux noyauteuses de la même marque (à l'exception du phénol). Se baser sur ces flux est donc cohérent pour encadrer les machines EUROMAC, plus récentes, dont les rejets sont censés être plus faibles pour une production équivalente.

Il est noté que les valeurs limites en résultant concernant les flux émis sont inférieures aux flux encadrés actuellement.